

ON A LES CHEFS QU'ON MÉRITE !



**À propos du
mouvement des intermittents
du spectacle à Avignon en juillet 2014**

SOMMAIRE

p. 3

**« On a les chefs qu'on mérite !
À propos du mouvement des intermittents
du spectacle à Avignon en juillet 2014 »**

(Mafalda et Valérian, septembre 2014,
initialement publié sur ddt21.noblogs.org)

p. 24

« Commentaires »

(Bruno Astarian, novembre 2014)

p. 26

**Tract anonyme
(recto & verso)
(juillet 2014)**

« Rien ne se passe dans l'art. Je suis pour la fermeture des théâtres – pour des raisons artistiques. Il n'y aura pas d'art avant que le dernier spectateur ne soit pendu aux tripes du dernier acteur... »

Bertolt Brecht, 29 décembre 1917

ON A LES CHEFS QU'ON MÉRITE !

À propos du mouvement des intermittents du spectacle à Avignon en juillet 2014

L'édition 2003 du Festival d'Avignon, fameuse car annulée, avait été précédée d'un fort mouvement de grève contre la réforme des retraites et d'une mobilisation d'ampleur autour de la renégociation de l'accord de l'Unedic. Grèves, blocages, annulations de festivals et auto-organisation des intermittents et précaires avaient marqué le début de l'été.

Tel ne fut pas le cas en 2014, et si des frémissements étaient sensibles à Alès, Marseille ou Aix, seul le Festival de Montpellier fut sérieusement perturbé. L'espoir que se développe un réel mouvement dans la Cité des papes était donc assez mince.

Avant d'évoquer la forme qu'a prise la mobilisation des intermittents du spectacle à Avignon, il est nécessaire pour sa compréhension de revenir brièvement sur les spécificités des travailleurs de ce secteur et sur celles du Festival d'Avignon. Si vous connaissez tout ça, allez directement au grand B.

A / PLANTER LE DÉCOR

UNEDIC ET PRÉCARITÉ

Perle supplémentaire du chapelet de mesures imposées par le gouvernement et le patronat au prétexte de la crise, l'accord de réforme de l'Unedic signé le 22 mars 2014 poursuit un processus de précarisation des chômeurs à l'œuvre depuis des années : ouverture de droits légèrement simplifiée, droits rechargeables mais non recalculables, périodes de carence plus ou moins

importantes en fonction de la prime de précarité ou du salaire annuel, redéfinition de l'accès au chômage pour les intérimaires, baisse d'allocs pour certains, etc. [1] L'ensemble des catégories de travailleurs et de chômeurs est concerné par cette réforme et, tout particulièrement, *les intérimaires*.

Les modifications concernant plus spécifiquement les intermittents du spectacle sont en fait peu nombreuses et, si elles compliquent encore l'accès à ce régime, touchent essentiellement les plus hauts revenus. On est loin de

l'ampleur des attaques de 2003. Ce sont néanmoins ces travailleurs qui, presque seuls, se mobiliseront contre cette réforme [2] et seront pendant des mois (*mis*) sur le devant de la scène.

CULTURE ET PRÉCARITÉ

Le secteur économique de la culture est en France, depuis des années, en forte progression, le nombre de spectacles et de festivals ne cesse d'augmenter. Il est très souvent lié à l'industrie touristique et, comme elle, est non délocalisable. La culture générerait en France 1,2 million d'emplois, et les industries culturelles rapporteraient 74 milliards d'euros, plus que le luxe ou l'automobile. Cela contribue également à la qualité (relative) du cadre de vie des travailleurs français (loisirs, *intertainment*, etc.) et favorise donc leur niveau de productivité, car « *la fonction principale du divertissement dans ce monde consiste d'abord à rendre le désert et l'ennui plus supportables, plus acceptables, plus "cool"* » [3].

La croissance de ce secteur économique a été permise par :

> de multiples subventions publiques (aux compagnies, artistes, théâtres, festivals, par l'achat de spectacles par l'Éducation nationale, etc.) ; mais un euro investi dans ce secteur en rapporte entre quatre et dix. Il ne faut donc pas « *opposer l'artiste au salarié ou à l'entrepreneur. L'économie et la culture ne sont pas en conflit d'intérêts. Tout au contraire* » [4] ;

> une précarisation croissante d'une partie des travailleurs.

Ce secteur regroupe des réalités très différentes, de l'employée du musée au réalisateur de films, du prof de musique à l'animatrice socioculturelle, de l'auteur au restaurateur de bâtiments historiques, etc.

Le segment du spectacle, et particulièrement celui du spectacle vivant, est caractérisé par la discontinuité et donc la précarité de l'emploi. Cette situation est institutionnalisée par un régime d'assurance chômage spécifique : les annexes VIII (techniciens) et X (artistes) au règlement de l'Unedic, qui font des intermittents un volant de travailleurs particulièrement adaptés, mais qui entraînent, là aussi, des réalités matérielles variées (de la star aux *roads*) [5]. Ces travailleurs ont pris l'habitude de survivre en jonglant entre salaire et indemnités chômage et, contrairement aux intérimaires, considèrent ce régime d'indemnisation comme un « statut » (les revenus d'un intermittent provenant pour un tiers du salaire, et pour les deux tiers, du chômage) [6]. Si ce régime est parfois considéré comme favorable, ce n'est que par rapport à la dégradation constante du régime général.

On dénombre aujourd'hui autour de 100 000 intermittents, autant qu'avant la réforme de l'Unedic de 2003 qui, selon les sources de l'époque, allait en éliminer 30 à 70 %. C'est en fait le

nombre de prétendants et la précarité qui ont augmenté : réduction des salaires (les cachets) et des indemnités, conservation du statut plus courte, faible embauche, etc., qui poussent à accepter tout type de boulot. Quant à ceux qui obtiennent le statut, rien ne leur garantit son renouvellement dix mois plus tard ; certains se débrouillent autrement (rarement en CDI), galèrent de CDD en CDD ou au RSA et, parfois, abandonnent l'idée d'accéder au statut.

Avec la crise actuelle du capitalisme, on constate une stagnation ou une baisse des subventions destinées à la culture. Pour les décideurs, une solution serait de réduire la masse salariale globale (salaires directs et indirects), mais cela risque par exemple d'entraîner la disparition de certains festivals ; ils peuvent néanmoins recourir plus fortement au bénévolat dans un secteur économique où nombre d'artistes, convaincus du supplément d'âme dont bénéficie leur métier, acceptent d'ores et déjà de bosser gratuitement [7]. Mais une trop forte précarisation, favorable d'un point de vue comptable, pourrait nuire à la qualification des personnels. L'idée de la « professionnalisation » du secteur est aussi à l'affût (réduire le nombre de travailleurs, mais les spécialiser et les former davantage). Sur ces questions comme à propos de l'accord de l'Unedic, le patronat est divisé, en particulier entre les petits patrons du secteur (peu ou pas représentés au sein du Medef) et les grands dirigeants

du Medef ; peut-être aussi entre les patrons « éclairés » et les plus brutaux, pour qui en finir avec ce régime a aussi un caractère idéologique.

IN, OFF, D'UN FESTIVAL L'AUTRE

Créé en 1947 par Jean Vilar, le Festival d'Avignon s'est longtemps voulu populaire, mais ne l'a jamais été. Les ouvriers n'ont toujours représenté qu'une infime partie des spectateurs [8]. La programmation officielle, « le In », devenue particulièrement élitiste avec le temps, a pour public les classes moyennes et supérieures : fonctionnaires (surtout enseignants), cadres et professions intellectuelles supérieures.

C'est surtout à partir des années 1970 que d'autres troupes profitent de la médiatisation et de la présence du public pour venir présenter leurs créations en dehors de la programmation officielle : c'est le festival « Off ».

Quelque 50 compagnies sont présentes en 1983, 565 en 2003, 975 en 2012. Et 1 083 en 2014 ! Soit 1 307 spectacles, 28 000 représentations sur trois semaines. Le Off est aujourd'hui une très grosse institution brassant des millions.

Cette inflation s'explique par le fait que le Off est devenu un marché du spectacle vivant où près de 1 500 programmeurs font leurs courses (40 % des spectacles joués en France seraient

repérés ici). Les compagnies s'endentent donc pour venir vendre leur spectacle, et 20 % d'entre elles repartent ruinées [9].

Ce sont environ 8 000 membres ou salariés de compagnies aux caractéristiques et origines très diverses, répartis sur plus d'une centaine de salles privées, qui sont présents d'une à trois semaines à Avignon : de la compagnie amatrice à la compagnie conventionnée, du lieu subventionné par une région à la boîte de production qui vient vendre son spectacle de café-théâtre, etc.

Dans le In, ce sont plus de 600 personnes qui sont salariées durant plusieurs semaines voire plusieurs mois avec des contrats variés. Il y a certes quelques permanents, mais surtout beaucoup de CDD d'un ou de deux mois. Le plus fort contingent d'intermittents est celui des techniciens, autour de 200 ; présents durant trois à cinq mois, ils se retrouvent souvent d'une année sur l'autre et assurent pour la plupart leur statut durant cette période. Une forte cohésion de groupe en découle, mais aussi le fait qu'ils puissent être parfois perçus comme des privilégiés par ceux qui, dans le Off, ne sont même pas certains d'être payés. Ces éléments, et le fait qu'ils peuvent bloquer complètement le déroulement du In, font que leur position par rapport à la grève est cruciale. Tout le monde en est conscient et y est attentif (un peu comme pour

les cheminots lors d'une grève qu'on espère générale).

À noter que le In a, pendant des décennies, été un bastion de la CGT et qu'elle y conserve encore une certaine influence.

Ah oui... ! Il y a aussi quelques centaines d'obscurs précaires au service des précaires. Ce sont majoritairement des jeunes qui tractent et affichent pour les compagnies et les théâtres, souvent au noir et dans de sales conditions, et dont les employeurs sont parfois des intermittents. Les patrons mauvais payeurs peuvent donc eux aussi être « en lutte ».

D'autres précaires, intérimaires et saisonniers, sont eux aussi oubliés, malgré leur rôle central : les travailleurs locaux de la restauration et de l'industrie touristique. La moitié du PIB d'Avignon est réalisée durant la période de son festival.

B / ÇA COMMENCE MAL...

LE SPECTRE DE 2003

L'annulation du festival en 2003 hante sournoisement la ville. Il y a chez les intermittents les souvenirs flous d'une défaite cuisante et de plusieurs compagnies du Off disparues ; même pour les plus radicaux, l'annulation avait signifié l'arrêt du mouvement.

Rien de très encourageant pour la majorité en 2014, qui n'a pourtant pas connu cet épisode.

Les responsables syndicaux usent de ces arguments pour justifier leur stratégie. Pourtant, le directeur du festival, Olivier Py, a prévenu que, pour des questions d'assurance, une annulation serait impossible en 2014 et que le In se poursuivrait même en cas de grève.

Et il y a les commerçants et les restaurateurs, qui avaient vu la ville se vider de ses touristes, et leur chiffre d'affaires se décomposer. Eux savent, comme les élus, que la grève est une arme économique.

Juillet 2003 : AG du Off et du In quotidiennes. La mobilisation est forte. Ambiance tendue de lutte et festive. Les gros théâtraux (Mnouchkine, Chéreau, Bartabas...) prennent position contre la grève et montrent que, même au sein de la grande famille du théâtre, tout le monde n'a pas les mêmes intérêts... de classe. La colère monte. Après deux jours d'une grève massive des travailleurs du In et le vote de la reconduction pour un troisième jour, le directeur du Festival d'Avignon décide de l'annulation. Il coupe ainsi l'herbe sous le pied d'un mouvement qui montait en puissance et s'arrête net ! De nombreuses compagnies du Off font aussitôt leurs valises. La ville se vide aussi d'une large partie des festivaliers et des touristes.

C'est pour éviter cela que, le 10 juin 2014, les responsables de plusieurs institutions se retrouvent autour d'une table : CGT, CIP [10], festivals In et Off et municipalité PS-FG d'Avignon. L'objectif est de s'entendre et d'assurer que le festival et sa contestation se passent « comme il faut ». La mairie propose un local pour la CIP, des photocopies, des tables et des chaises, etc. [11] On se met d'accord sur la pose de jolies banderoles sur les lieux officiels du In. C'est bon ?

Et en échange ?... Pas besoin d'être grand clerc pour savoir que les syndicalistes ont, au minimum, insisté sur leur caractère responsable, ont assuré de la bonne tenue de la contestation, du respect de la démocratie, du refus des débordements, et du bon ordre des choses. Point là de trahison à dénoncer. Chacun fait son travail, joue son rôle, parfois même avec sincérité.

En perpétuelle recherche de respectabilité et de légitimité, en bonne entente avec élus, flics et journalistes, les organisateurs de la contestation savent qu'ils se feront taper sur les doigts en cas d'imprévus, car leur rôle est justement de les éviter. Quant aux militants locaux dont les projets et statuts peuvent dépendre d'une subvention ou d'un cachet, pour eux, avoir des amis à la mairie est bien pratique, mais parfois embarrassant. Ce n'est pas d'eux que viendra un mouvement réel, d'où le contraste avec les prises de position radicales d'intermittents

venant d'autres villes, qui ont déjà fait grève et qui n'ont plus rien à perdre.

CONTRE-FEUX SOUS LA PLUIE

Les organisations se répartissent donc la gestion d'un « *festival militant* ». À la CGT l'influence sur le In, l'organisation de la grève, le sérieux et la rigueur. À la CIP l'agitation dans le Off, les actions, le rôle de trublion qui doit récupérer et encadrer les événements radicaux ou mécontents [12].

L'association CIP-IDF trouve ses origines dans la lutte de 2003, où des intermittents, excédés par les syndicats, s'étaient organisés un peu partout en France en diverses coordinations. Après l'échec du mouvement, la création de l'association avait « *tenu un flambeau* » dont personne ne voulait, les militants s'étaient bureaucratisés, et leur discours, idéologisé [13]. « *Nous, on lutte depuis dix ans !* » ne cessent-ils aujourd'hui de répéter, mais la réalité est que, depuis plus de dix ans, ils *militent* – nuance – et cela se voit à leur expérience, leurs méthodes et leurs stigmates, par exemple dans leur gestion des AG et des commissions.

La CIP joue toujours sur son prétendu fonctionnement horizontal, sur son image jeune et alternative en rupture avec un syndicalisme de papa dont la critique est très tendance.

Dans un monde de l'art qui valorise la créativité, cet aspect

de l'opposition entre syndicat et coordination qu'est la novation dont se prévaut la seconde trouve un écho décisif à tel point que critiquer le syndicalisme prend l'aspect d'un marqueur identitaire de l'appartenance aussi bien à la CIP qu'au statut d'artiste. [14]

La dénonciation du manque de représentativité des autres syndicats (notamment CFDT et FO, qui ont signé l'accord du 22 mars) est relativement faible durant les AG. Il est vrai que la CIP cherche de plus en plus à se poser en potentiel négociateur et que sa propre représentativité pose pour le moins question. Car, pour la première fois, « *fait historique* », nous ont-ils dit, la CIP a été reconnue et a obtenu le droit de siéger à certaines tables rondes, donc de participer aux négociations. Lors d'une AG, quelqu'un demanda : « *Mais alors, vous négociez ? Moi je croyais qu'on luttait pour l'abrogation de la réforme ! ? Du coup, qui est-ce que vous comptez laisser sur le bord du chemin, les intérimaires ?* » ... Réponse oiseuse d'une experte.

L'institutionnalisation évidente de la CIP fait que nombre d'intermittents ne comprennent pas en quoi elle diffère d'un syndicat et s'en méfient tout autant. Mais qu'est-ce qu'une organisation regroupant des travailleurs de manière permanente afin de défendre leurs intérêts, et proposant aux autorités une nouvelle organisation du travail, sinon un syndicat ?

Cette méfiance justifiée a été intégrée par les syndicats eux-mêmes : la CGT mise ainsi sur le contrôle en douceur d'une AG du In jugée « asyndicale » car vierge d'autocollants et de badges syndicaux. Les rares militants de SUD-Culture doivent, eux, créer une CIP locale en urgence, en mai, pour se défaire de leur étiquette (mais comme le sparadrap de Haddock...).

C / SUR LA FORME

G(RÈVE) VERSUS GRRRRRÈVE

Conscients de l'état de la mobilisation des intermittents au début de juillet, très faible, CGT et CIP ne pouvaient qu'écarter l'idée (si toutefois ils l'avaient eue) d'un bras de fer ouvert avec le gouvernement à Avignon. En effet, combien de jours aurait pu tenir une grève reconductible des salariés du In ?

Prudemment, les directions syndicales CGT et CIP ont donc décidé d'utiliser le festival comme « lieu d'expression », « caisse de résonance », où montrer leurs *capacités* de nuisance respectives et leur bonne volonté. Tout en restant courtois, il faut en faire assez pour éventuellement pouvoir renégocier des miettes avec l'État et le Medef, mais pas trop non plus (car cela mettrait en évidence ses faiblesses) [15]. Avant même le début du festival, trois jours de grève, très espacés dans le

temps, sont programmés [16]. C'est la classique tactique des « temps forts », qui a montré son efficacité depuis plus de dix ans pour canaliser le mécontentement, et gêner l'éclosion d'un mouvement imprévu (plus difficilement contrôlable).

Faire grève n'est jamais simple. Mais, on l'a vu plus haut, la situation des intermittents bossant dans le Off est compliquée, certains payant pour jouer, en espérant être payés un jour grâce à la vente de leur spectacle. Dans ce cas, une journée de grève n'est donc pas seulement la perte d'une journée de salaire, mais aussi le risque de perdre (ou de ne pas obtenir) son statut, c'est-à-dire les revenus de l'année à venir. C'est un argument de taille pour baisser les bras. Pourtant, des travailleurs d'une centaine de compagnies se sont mis en grève, et pas nécessairement les plus friqués...

– Tu fais grève ?

– Non, moi, tu comprends, je peux pas me le permettre...

– Ben tiens, qu'est tu crois ?
Mais pardi, moi j'suis pétée d'thunes !

La grève coûte aussi dans le In, en termes de précieux cachets et de crainte pour les techniciens d'être blacklistés (sur un festival où certains font chaque année plus de la moitié de leurs heures) [17].

La décision de faire grève

Dans le In comme dans le Off, la question de la décision de la grève devient celle d'un *vote* sur la grève. Ce ne sont plus les travailleurs en lutte qui se réunissent pour décider de leurs modalités d'action (pétition, manif, grève, blocage, etc.), mais c'est l'ensemble des salariés du lieu qui est appelé à se prononcer (le plus souvent à bulletin secret) sur le fait de lutter ou pas.

En règle générale, si les non-grévistes l'emportent, tout le monde va travailler. Mais si les grévistes sont majoritaires ils doivent respecter la volonté des autres, leur droit au travail. C'est-à-dire se refuser toute forme de blocage, de piquet de grève ou de sabotage.

Les questions de la légitimité de la lutte et de la démocratie sont revenues à plusieurs reprises dans les AG. La démocratie a pris la forme d'un vote à bulletin secret organisé par la direction, ce n'est pas anodin. C'est une façon de limiter le droit de grève. C'est la propagande sur les passagers de la SNCF pris en otage, c'est l'accueil des enfants dans les écoles en grève, c'est le service minimum, c'est le vote à la majorité et avec un taux de participation suffisant en Angleterre pour qu'une grève soit légale. Ces mesures visent à empêcher tout mouvement social. À travers une pseudo-démocratie (où

tous ne sont pas égaux puisque certains ont le pouvoir de donner un salaire ou de mettre au chômage), l'État et les directions d'entreprise cherchent à casser toutes possibilités d'agir.

Extrait d'un texte à propos de la grève à Alès [18]

Des réunions/AG sont parfois organisées plusieurs jours à l'avance, parfois même par la direction avec tous les bidouillages et pressions possibles, imaginables et effectués (coups de fil, menaces, nouvelle AG où on revote parce que le premier résultat ne convenait pas, etc.).

Dans le In, la direction avait organisé quelques jours avant l'ouverture du festival un vote (aux formulations alambiquées fort étudiées) où les salariés se sont prononcés contre une éventuelle annulation mais pour « *un festival militant* ». Lors des AG, seuls les votes concernant la question de la grève se déroulaient à bulletin secret [19].

Actions lénifiantes

La grève peut-elle se suffire à elle-même ? À Avignon, les actions ont dû le plus souvent suppléer à son absence. Elles permettaient aussi de garder un certain rythme entre les journées de grève et, pendant celles-ci, de canaliser l'énergie des plus motivés.

Elles doivent être d'autant plus symboliques, spectaculaires et médiatisables qu'elles compensent leur

faiblesse numérique. Nous allons voir que, de toute façon, l'objectif n'est pas de participer d'un rapport de force mais bien de porter un message.

La « commission actions » fait de son mieux pour varier les activités : occupation des locaux syndicaux pour forcer les dirigeants locaux à discuter, déplacement de mobilier urbain, blocage de la Fnac pendant une demi-heure, perturbations polies de débats publics, etc.

La préparation des actions dans le plus grand secret et leur déroulement minuté avec précision font la réputation de la CIP depuis 2003 (pas forcément la pertinence de leurs cibles). Quant aux exécutants, prévenus de l'objectif quelques secondes auparavant, ils n'ont aucune marge de manœuvre, doivent se contenter d'obéir aux consignes successives en restant « *courtois et gentils* ». L'esprit doit être bon enfant, rien ne doit pouvoir être qualifié de violent.

Trois exemples significatifs :

Casino royal : 3 juillet, première action. Une trentaine d'intermittents et des chariots pleins bloquent les caisses d'un Casino. La CIP a prévu de négocier avec la direction du supermarché le don de denrées alimentaires pour la lutte. Refus du patron. La CIP demande alors à chacun de retourner ranger les marchandises dans les rayons ! Refus. Affolé, un chef propose

un vote... Mais non, les intermittents passent en force, c'est une autoréduction ! M'enfin, c'est pas démocratique ! Les marchandises sont rapportées dans le local prêté à la CIP par la mairie, mais les chefs ne veulent pas les y laisser car c'est du vol. On cherche à les donner à des associations caritatives, qui refusent de devenir receleuses. Finalement, les militants sillonnent les rues d'Avignon pendant plusieurs heures à la recherche de SDF et autres punks-à-chiens pour offrir des paquets de biscuits et des bouteilles d'eau.

La CIP avait oublié que parfois la base peut décider par elle-même et ne pas suivre les ordres des chefs. Elle sera par la suite plus prudente.

Interro surprise : 7 juillet, jour de grève, deux groupes d'une cinquantaine de personnes occupent simultanément les locaux de la CFDT et de FO. Au-delà du symbole, l'objectif concret de la manœuvre est d'obliger les responsables syndicaux présents (des transports, de l'éduc ou autre) à discuter pendant deux heures des détails de la réforme de l'Unedic avec les responsables de la CIP. Pédagogie, quand tu nous tiens !

Magouilles en stock : 12 juillet, deuxième journée de grève. Manifestation vers la FabricA, la nouvelle salle du In, où les non-grévistes ont été concentrés afin de jouer le spectacle d'Olivier Py (tous les autres sont annulés). Les grévistes du In appellent à un sit-in devant

le bâtiment, mais certains d'entre eux ont dit vouloir bloquer la représentation. Alors que des manifestants arrivent et tentent de pénétrer dans la salle, ils sont *virilement* bloqués par... des grévistes du In (!) qui veulent que l'on respecte le droit des non-grévistes au travail ! Un intermittent ayant fait grève à Montpellier propose que l'on vote aussitôt pour ou contre le blocage du spectacle qui va débiter. Cris d'orfraie ! Un militant, rouge de colère, menace de le foutre dehors pour préserver l'unité (sic). Les démocrates imposent plutôt une AG, et la discussion commence. Les chefs des grévistes du In menacent de rompre avec le Off en cas de blocage. Certains, minoritaires, leur signalent que la lutte ne leur appartient pas, mais la majorité est prête à toutes les concessions pour préserver une respectueuse unité entre tous (y compris avec les non-grévistes). Une discussion pas inintéressante,

pour une fois, car vive et réelle, mais qui s'éternise pendant que le spectacle se déroule paisiblement.

Notons la surprenante discrétion des dirigeants de la CIP lors de cette « action », contrairement à ceux de la CGT, qui ont montré que c'est eux qui décidaient si un spectacle avait lieu ou pas, qu'ils tenaient leurs troupes [20].

SUR LES AG

Les AG organisées par la CIP ponctuent le temps et les moments de liberté mais frisent aussi la caricature. Ordre du jour préétabli, commissions, exposés, tours de parole, « *n'hésitez pas à poser des questions !* », micro, etc. n'incitent guère à la prise de parole et ne laissent pas de place au débat. Cela ressemble le plus souvent à de simples réunions d'information. La participation est faible. Les très rares prises



de parole évoquant l'idée d'« AG de lutte », décisionnelles, permettant de structurer le mouvement, sont habituellement noyées dans un flot de blabla puis oubliées.

La dénomination des AG est elle-même floue et variable : AG du Off ? Des intermittents ? De la CIP ? L'AG annoncée « *de tous les précaires* » sera transformée, ni vu ni connu, en AG des compagnies du Off. Il faut reconnaître ici le professionnalisme des militants de la CIP pour *tenir* les AG.

Les salariés du In s'organisent quant à eux en AG fermées et prétendument « asyndicales ». Elles rassemblent aussi bien des intermittents, des travailleurs en CDD, des stagiaires ou des intérimaires, et parfois aussi des membres de la direction.

D / UNE TYRANNIE DE LA CONCORDE

« Carré rouge ! Rien ne bouge ! »

Symbolique : adjectif qui s'applique, par affaiblissement de sens, à ce qui tout en étant réel, n'a pas d'efficacité ou de valeur en soi en dehors de son rôle de symbole.

Robert historique

Le symbole de cette lutte symbolique est le « carré rouge », petit morceau de

feutre accroché aux vêtements pour « *marquer notre refus de l'agrément et notre désir de voir se dérouler les festivals de l'été* » (communiqué de presse), propagé par le personnel du In. On le trouve sur les vêtements de travail crasseux d'un technicien en fin de journée, sur le faux panama d'un festivalier sortant d'un spectacle engagé (un jour de grève), sur le tee-shirt d'un commerçant solidaire, sur celui d'une gréviste du Off qui galère, sur le sac d'un petit jaune du In, et même sur la chemise d'Olivier Py. Tous solidaires !

Symbole surtout de l'idéologie démocrate qui caractérise l'immobilité des « mouvements sociaux » depuis bien des années. Il ne s'agit pas de lutter mais de s'exprimer ! Comme lors d'un sondage ou d'une élection, on donne son opinion, son avis sur la question... en espérant être entendu et compris par le gouvernement et le Medef. Avec le carré rouge, il s'agit de montrer son désaccord ou, pour les interprétations les plus radicales, de soutenir un mouvement mais en refusant les (éventuelles) conséquences de sa montée en puissance (l'annulation d'un festival). Le geste symbolique du port du carré rouge appelle une lutte symbolique (on pense au mythe des Japonais travaillant avec un brassard « gréviste »).

Le carré rouge ? C'est la bonne solution pour « *rester passif en agissant* », se donner bonne conscience, éviter les critiques ; car toutes les idées sont

bonnes pour conjurer la grève : afficher un tract dans son théâtre, poser une banderole, faire un énième speech avant le spectacle, rédiger une lettre ou une pétition, reverser une journée de salaire à une caisse de grève, etc. Des actions qui auraient éventuellement pu avoir un sens si elles venaient soutenir un mouvement, et non pas en combler l'absence.

La fausse contestation règne et se vautre dans le symbolique. Mais, comme on dit, le vrai est un moment du faux.

« Je hais la haine »

Les attaques du Medef et de l'État ne sont pas de l'ordre du symbolique, elles ont des effets très concrets et pourraient être jugées violentes. *Il y a conflit.*

Le mot « violence » revient sans cesse dans les discours des intermittents militants et politiciens, comme pour exorciser la chose. Pourtant, les mœurs politiques et sociales ont rarement été aussi pacifiques qu'à notre époque [21]. Mais on est là encore dans le registre du symbolique si ce n'est dans celui du fantasme. La violence est la preuve du conflit que l'on rejette.

Le conflit n'est pas en soi agréable, mais il existe. En éclatant, il a le mérite de clarifier les positions, de mettre en lumière les réels intérêts de classe de chacun, des intérêts divergents.

Mais, par-delà les magouilles politiciennes, les nouveaux militants cherchent tous les subterfuges rhétoriques et pratiques pour camoufler le conflit. Ils en ont peur. Pourquoi ? En raison de la disparition de l'identité ouvrière ? De notre faiblesse qui se trouverait ainsi exposée ? Le discours militant (altermondialiste ou gauchiste) n'ayant plus guère de prise sur les prolétaires, on fait tout pour rassembler, pour ne pas effrayer ? Perdue, nous ne savons plus à quel groupe nous appartenons, à quelle classe. Nous cherchons avec angoisse... plus de certitude.

En 2003, l'ambiance était électrique et la tension palpable ; les flics de tout poil voyaient des « casseurs » partout. Une violence tellement absente mais si obsédante. La situation devenait claire : un front rassemblant élus locaux de droite, patrons de théâtre de gauche, grands théâtres, petits commerçants s'opposait aux intermittents en lutte.

On était tout de même très loin du festival de juillet 68, où les gauchistes qui tentaient de perturber les représentations étaient tabassés en coulisse par le service d'ordre de la CGT, avec l'aide de l'administrateur du festival. À l'extérieur, les commandos d'extrême droite chassaient les hippies dans les rues pour les abandonner, roués de coups et tondus, en rase campagne [22].

La violence c'est très relatif.

En 2014, on craint surtout la bousculade ou l'insulte : les fameux « débordements » et les « éléments extérieurs ». Car celui qui déborde c'est toujours l'autre, celui du Off quand on est dans le In, celui de Montpellier quand on bosse à Avignon, celui de la CIP quand on est à la CGT, celui qu'est pas à la CIP quand on y est, etc.

Ce ne sont pas des intermittents, ce sont des casseurs.

Olivier Py à propos du blocage à Montpellier, juin 2014

Ceux qui n'ont à la bouche que le mot « unité » rejettent les « casseurs » comme extérieurs. Puisque nous sommes unis (dans la grande famille du théâtre), nous avons les mêmes intérêts et les mêmes désirs. Celui qui provoque le trouble ne peut qu'être extérieur au groupe, un intrus à convaincre ou à exclure ! Parler en AG de « rapport de force » est déjà faire œuvre d'extrémisme. Élever la voix est malvenu, suspect.

Le spectre du « casseur » remplace chronologiquement celui du « provocateur », du « gauchiste » ou de l'« hitléro-trotskyiste ». La vindicte staliniste est remplacée par la lutte pour l'harmonie citoyenne, mais la logique demeure.

Et si la vigilance citoyenne doit conjurer la division, il faut organiser la

convivialité, « créer du lien », montrer au passage qu'on est sympa. Rassurer par le caractère festif des actions, rassembler avec de l'alcool. Comment la CIP-Avignon prépare-t-elle la lutte à la veille de l'ouverture du festival ? Par une « Fête la lutte pas l'autruche ! » avec concerts, expo, film, théâtre et, tout de même, débats. Durant le festival, l'une des grosses actions de la CIP sera un bal populaire devant le Palais des papes. Le lendemain matin, la gueule de bois régnant sans partage, personne n'est venu à l'AG.

On frôle parfois le ridicule. Avant le début d'un spectacle du In, avec l'accord de la direction, des militants montent sur scène pour lire un tract. Afin d'éviter la panique, ils brandissent une banderole à destination du public : « Ceci n'est pas un blocage » !

Pédagogie et expertise

Lutter étant donc très connoté, mieux vaut pour le militant *s'exprimer* et *expliquer*. La raison l'emportant nécessairement sur l'obscurantisme, la violence et le mensonge, réciter l'argumentaire CIP doit suffire à convaincre le premier quidam ou le dernier député. Comme nous détenons la vérité, nous sommes certains de gagner et, tout comme la science prolétarienne de Lyssenko était supérieure à la science bourgeoise, les experts de la CIP sont plus pertinents que ceux du Medef. Plus honnêtes également, et leurs propositions

si « *justes et vertueuses* » (CIP-Avignon)... La cause est entendue, à quoi bon se battre ?

Il fut une époque où l'on avait raison, on en était convaincu et on défendait très justement nos positions. Nos arguments n'étaient pas *meilleurs* que ceux d'en face, c'étaient les nôtres. On se battait. Aujourd'hui, il faut d'abord (se) prouver qu'on a raison et, chiffres à l'appui, qu'en plus c'est bon pour l'économie française, l'emploi et l'équilibre de tel ou tel budget.

Il faut donc chercher à discuter, sans cesse, de préférence avec ceux qui ont le pouvoir (maires, députés, directeurs, etc.).

Le 12 juillet, devant la FabricA, l'objectif des grévistes du In est de discuter avec leur directeur, Olivier Py, pour qu'il s'explique et « *prenne position* ». En fait, quotidiennement, il prenait position en usant de toutes les méthodes à la disposition d'un patron contre ses employés pour faire pression, empêcher une grève.

Nous n'avons plus d'adversaires. Il s'agit, calmement et poliment, de convaincre ces personnes qui nous couvrent d'injures et de coups qu'elles ont tort d'agir ainsi.

Est-il vraiment nécessaire de se demander pourquoi cela ne marche pas ? Peut-on croire les militants les plus expérimentés de la CIP aussi

naïfs ? L'objectif d'une telle démarche est donc autre.

E / ARTISTES & CULTURE

Culture ou droits sociaux ?

On a vu que le nouvel accord de l'Unedic frappait plus durement les intérimaires que les intermittents du spectacle, mais ce sont ces derniers qui ont tenté (modestement) de s'y opposer durant plusieurs mois.

La faiblesse de la motivation et de la mobilisation à Avignon a limité les grands débats de fond ou stratégiques (dont les organisateurs n'avaient cure). L'alternative classique entre radicaliser le mouvement en cherchant à l'ouvrir à d'autres (chômeurs et précaires) ou bien rester entre intermittents pour essayer de peser sur le public et le monde de la culture n'a donc pas eu à se poser. C'est la seconde option qui, globalement, s'est imposée.

Le slogan de la CIP, « *ce que nous défendons, nous le défendons pour tous* », donnait justement l'aspect d'une lutte par procuration ou d'un argument visant à attirer le soutien [23].

Le mouvement n'est pas arrivé à se défaire de cette question culturelle qui le plombait et représentait un frein à une éventuelle jonction avec des

précaires d'autres secteurs. Mais qui la souhaitait réellement ? [24]

On entend encore, parfois, qu'au travers du statut des intermittents, c'est bien l'art et la culture qu'il s'agirait de sauver. Finie la « culture française » ? Est-ce à dire que les pays qui n'ont pas de régime des intermittents (quasiment tous les pays du monde) n'ont pas de culture, pas d'artistes, pas de théâtres, pas de comédiens, pas de techniciens, etc. ? Est-ce à dire que les gens y sont moins cultivés ? Plus bêtes ? Mais pourtant, la ville du « *plus grand théâtre du monde* » vote massivement pour le FN... vous y voyez un lien ? Cet argument bidon de la culture est avancé par certains dans l'espoir de nous apporter le soutien des classes moyennes... Quelques spectateurs et des commerçants malins arborent le carré rouge, symboles, symboles...

Et la majorité des Avignonnais, constituée de pauvres, chômeurs, RSAs, intérimaires, etc., qui sont particulièrement concernés par l'accord que nous rejetons ? Eux qui vivent bien loin, extra-muros, et qui ne vont pas au théâtre. On ne peut pas les convaincre de nous rejoindre avec une culture qui les méprise et qu'ils rejettent donc fort justement.

Extrait d'un tract anonyme
distribué le 6 juillet 2014

La seule catégorie (qui n'en est pas une) que le mouvement a tenté de rallier à sa cause est celle des spectateurs, issus majoritairement, comme on l'a vu, des classes moyennes et supérieures et qui étaient particulièrement touchés par les arguments à connotation culturelle.

Le fait qu'une commission spécifique de la CIP ait consacré du temps au fonctionnement du festival Off est significatif. L'objectif est bien, pour certains, une cogestion très interclassiste pour un meilleur fonctionnement.

La question du statut des intermittents du spectacle est de fait liée depuis les années 1980 à la prétendue question de la sauvegarde de la culture. L'argument d'une exception culturelle française à préserver a longtemps été brandi par les gouvernements de gauche pour que l'appétit du Medef se concentre sur le régime général.

La focalisation sur la culture masque les vrais enjeux (le travail, la précarité, l'exploitation), comme s'emploient à le faire gouvernants et journalistes. Le Medef également qui, dès février 2014, annonçait vouloir supprimer le régime des intermittents du spectacle. Question qui devient centrale et qui permet de s'en prendre en toute tranquillité à l'indemnisation des intérimaires.

Prototype du nouveau militant ?

En tant que catégorie sociale reconnue notamment pour son "droit" à la subversion et à la transgression, l'artiste reste le meilleur agent de la neutralisation de la critique et de son recyclage esthétique. [25]

Les critiques que nous faisons ne concernent pas spécifiquement la lutte des intermittents du spectacle, qui représente un condensé caricatural de tendances à l'œuvre dans les luttes actuelles. Quant au militant de la CIP, nous n'en parlons que comme archétype du militant gauchiste altermondialiste à la mode.

Ce lien avec la culture, mais aussi un capital culturel (au sens bourdieusien) sans doute plus élevé que la moyenne, des goûts et un certain mode de vie rapprochent idéologiquement les artistes des classes moyennes (moyennes supérieures) et de ce qu'on nomme les bobos. Le temps où l'artiste courtisait le bourgeois tout en crachant sur son mode de vie est révolu. Cela explique sans doute, en partie, qu'il soit aussi sensible à l'idéologie de gauche alterno-citoyenne à la mode : hyper-démocratie, refus du conflit, symbolisme, confusionnisme.

Le flou du rapport salarial dans ce secteur n'est d'ailleurs pas anodin, alors que dans d'autres secteurs cette hiérarchie apparaît clairement. Le théâtre se vit comme une grande famille aux

profils et conditions d'existence variés, où employeurs et employés sont souvent liés (d'où le soutien d'une partie des patrons du secteur). Même Olivier Py peut se déclarer solidaire du mouvement. Dans tout autre secteur que le spectacle, le fait qu'un directeur félicite ses employés pour la bonne tenue de leur mouvement, et les remercie de n'avoir que très peu perturbé la production, serait perçu avec surprise et méfiance.

Ce confusionnisme prétend que nous serions tous solidaires, « *tous ensemble* », que le monde ne se divise qu'entre 99 % de gens sympas et une infime minorité d'individus au comportement étrange qui les dominent. Ce discours à la mode est incapable d'expliquer quoi que ce soit, si ce n'est par la méchanceté ou le conspirationnisme.

Une telle idéologie est en parfaite adéquation avec le nouveau militant, qui n'est plus rabat-joie mais cool et festif. L'intermittent du spectacle est devenu la figure du militant créatif, indispensable à tout rassemblement altermondialiste. Sa croyance en l'efficacité de son métier en fait un fourrier de la pédagogie (s'exprimer en public, faire passer un message par le biais des émotions, pousser à la réflexion, etc.). Sa crédulité quant à la liberté de création, donc d'expression, le transforme en serviteur de la démocratie.

La figure de l'intermittent du spectacle militant correspond à celle du

nouveau militant qui, comme son discours, est déconnecté du prolétariat. Mais, de par les tares de son milieu (l'Art et la Culture), il ne peut qu'exacerber ce qu'il a de plus détestable.

On ne s'étonnera donc pas que les négristes aient investi ce secteur. D'autant que l'intermittent du spectacle représente aussi, pour eux (et pour d'autres experts du Medef), le prototype du futur travailleur : précaire, mais libre et heureux. C'est du moins ce qu'on entend souvent et qu'il tente lui-même de croire. Mais ce sont surtout sa mobilité, sa disponibilité et sa flexibilité qui interpellent. Et aussi le fait que souvent il aime son travail, croit à son utilité sociale et donc s'y implique profondément ; toujours en stage ou en formation, il ne fait plus guère la différence entre temps libre et temps de travail. On devine le rêve de certains : que tous les salariés ressemblent à l'intermittent du spectacle.

... ET ÇA FINIT MAL

Nous répondons ci-dessous, par avance, à quelques questions :

Mais pourquoi tant de haine ? Et vous qui critiquez tant, qu'est-ce que vous avez fait pendant le mouvement ?

Beaucoup et pas grand-chose, comme bien d'autres. Nous avons une grosse envie d'en découdre et un espoir limité, mais réel, dans le

déclenchement d'un réel mouvement. Pendant un temps trop long nous avons participé aux AG, aux actions, fait grève, discuté, réfléchi, etc.

Le principal obstacle a été qu'à aucun moment « la base » n'a eu envie de prendre ses affaires en main. Les militants de la CIP, s'ils lisent ces lignes, prétendront avoir répondu à cette apathie ambiante. C'est un phénomène dont ils sont le symptôme, qu'ils entretiennent et sur lequel ils survivent. Nous n'étions qu'une poignée à râler alors que la majorité semblait plutôt satisfaite de son rôle de spectateur, rassurée d'avoir des petits chefs. Dans ce cas, que faire ? Forcer « la base » à être autonome ? Non, et puis stop ! Plutôt que de tenter de changer le sens du courant, c'est-à-dire, en l'occurrence, de faire semblant de croire cela possible, nous sommes allés boire des sirops en terrasse.

Vous n'auriez pas pu rester et tenter quelque chose ? !

Nous aurions certes pu intégrer le « collectif », participer aux réunions internes, rejoindre la prestigieuse « commission actions ». Nous aurions côtoyé des militants souvent sympathiques et parfois sincères, mais contents et fiers de cette agitation que nous trouvions pitoyable. Nous aurions joué aux militants, sans doute avec une certaine efficacité, mais nous n'aimons pas les militants. Et pour quoi faire ? Pour donner aux actions

de la CIP un air plus rock'n'roll ? Radicaliser un peu la *direction* du mouvement ? Traiter à notre tour les autres comme de la piétaille ? Cela est bien valorisant, pratique pour se faire des amis, des relations ou pour draguer... Mais non merci.

Nous aurions aussi pu utiliser des méthodes similaires afin de saboter l'encadrement des petits chefs et permettre à la base de prendre le pouvoir ! ? Voilà qui est un peu plus sympathique... Nous aurions pu, au moins, essayer...

Mais le problème est que le mouvement n'était pas prisonnier. Il était juste absent.

Il n'y a pas eu de mouvement à Avignon ?

Il y a eu une agitation militante gauchiste et syndicale évidente, des manœuvres d'appareil, et aussi les prémisses perceptibles d'un mouvement des intermittents du spectacle. Ça n'a pas dépassé ce stade atteint le premier jour. Il y a eu quelques soubresauts, mais la mayonnaise n'a pas pris.

Un réel mouvement, c'est-à-dire ici un mouvement à la base, rassemblant une masse de travailleurs du spectacle et d'autres précaires locaux ayant envie de lutter, de ne pas se laisser faire ou même de passer à l'offensive, aurait sérieusement remis en question l'autorité des sympathiques petits chefs.

Les tares du mouvement auraient été mises à mal ou n'auraient pas existé, du moins pas de la sorte. Nous aurions été là, comme beaucoup d'autres, et ce n'est pas parce que nous écrivons quinze pages sur la question que notre rôle aurait été plus important que celui d'autres travailleurs en lutte.

Vous la critiquez beaucoup, mais si la CIP n'avait pas été là, rien ne se serait passé...

Dire cela, c'est croire que les prolétaires doivent être organisés, dirigés, de l'extérieur par des professionnels et



des experts. Nous sommes convaincus du contraire et que, sans la présence de ce syndicat, il se serait passé *autre chose* : des AG auraient très probablement eu lieu, des actions auraient été réalisées, des tracts rédigés, des groupes formés, etc. Sans doute sans plus de succès, mais tout autrement. Très modestement, tout bonnement.

Mais ne sombrons pas dans l'uchronie, c'est au futur qu'il faut arracher la joie.

**Mafalda et Valérian*,
septembre 2014**

** Mafalda est comédienne, depuis peu intermittente, féministe, marxiste ; elle a été gréviste en juillet dans le Off. Valérian est chômeur non indemnisé ; longtemps militant, il suit la question et les luttes des intermittents du spectacle depuis la fin des*

années 1990. Cet article est le fruit de discussions et de réflexions avec des camarades travailleurs du spectacle vivant, chômeurs et précaires ayant participé au « mouvement » à Avignon, Alès, Aix et Marseille. Il n'a d'autre but que d'essayer de comprendre ce qui s'est passé en juillet, ce qui se passe aujourd'hui.

Nous reviendrons dans un second article sur l'idéologie véhiculée par la CIP-IDF (autrefois qualifiée de « négriste ») et sur toutes les saloperies qu'elle trimbale au travers des luttes des intermittents du spectacle : revenu garanti universel, flexi-sécurité, précarité comme liberté, figure du nouveau travailleur, aile alter-gauchiste de la modernisation du mode de production capitaliste, etc.

[NdE : ce second article n'a jamais été rédigé.]

Notes

[1] Des décryptages précis du nouvel accord de l'Unedic existent sur le Net, par exemple : <http://exploitesenerves.noblogs.org/decryptage-des-accords-unedic>

[2] La capacité de mobilisation des intermittents du spectacle s'expliquerait par certaines caractéristiques du secteur, notamment le fonctionnement en réseau. C. Langeard évoque longuement cette question dans son livre *Les Intermittents en scène. Travail, action collective et engagement individuel*, Rennes, PUR, 2012, 326 p.

[3] Extrait d'*À mort l'artiste*, à lire à l'adresse : lafeteestfinie.free.fr/a_mort.htm

[4] Laurence Parisot, « Pourquoi il faut cesser de tirer sur les intermittents », *Les Échos*, 24 février 2014.

[5] Si le statut d'intermittent est présenté comme adapté au domaine du spectacle, c'est aussi l'industrie du spectacle qui s'y adapte, et pas seulement. L'audiovisuel par exemple fait un gros usage des intermittents.

[6] Il faut cumuler 507 heures *déclarées* (et donc directement payées) en dix mois ou dix mois et demi, sachant que, en général, beaucoup d'heures ne sont pas payées : répétitions, travail administratif, communication, certaines représentations, etc. Cela explique une indemnisation plus importante, censée compenser ces heures.

[7] Mais le système fait que bien souvent c'est indispensable pour conserver un réseau et des chances d'embauche.

[8] Tout juste 1 % en 1968. Autour de 0,4 % en 2003 (14,9 % de la population selon l'Insee) et 8,5 % pour les employés (16,2 % de la population). Cf. P. Rasse, *Le Théâtre dans l'espace public, Avignon « Off »*, Aix-en-Provence, EdiSud, 2003, 220 p.

[9] Pour une compagnie, jouer dans le Off c'est payer dans l'espoir de vendre son spectacle : entre 4000 et 40000 euros pour un créneau de deux heures par jour dans un théâtre. Ajoutez a minima 1000 euros de com', et puis tout le reste : diff', accueil, logement, essence, sandwichs, etc. Et des salaires, quand c'est possible. Jouer dans le In c'est être bien payé et avoir la certitude de trouver d'autres dates bien payées.

[10] Coordination des intermittents et précaires. On y reviendra. Lorsque nous évoquons sans autre mention la CIP, il s'agit des militants de l'association CIP-IDF sise à Paris.

[11] La couleur politique n'a pas d'importance lorsqu'il s'agit de sauver les millions d'euros des retombées du festival. En 2004, c'est la municipalité UMP d'Avignon qui avait fourni de spacieux locaux à la jeune et radicale CIP.

[12] Cette répartition et ses résultats ont pu ne pas être complètement satisfaisants. De plus, la cohabitation n'était pas toujours facile entre les dirigeants parisiens de la CIP-IDF et ceux de la CIP-Avignon (Sud-Culture). Cette dernière a maladroitement diffusé par mail le compte rendu d'une AG interne où il avait été décidé de « reprendre les rôles du mouvement ».

[13] Sur les débuts de la CIP, on peut lire B. Serré-Becherini, *Histoire de la CIP-IDF*, Paris, Éditions antisociales, 2010, 12 p.

[14] S. Abdelnour, A. Collovald, L. Mathieu, F. Péroumal, É. Perrin, « Précarité et luttes collectives : renouvellement, refus de la délégation ou décalages d'expériences militantes ? », *Sociétés contemporaines*, n° 74, février 2009, p. 73-95.

[15] Car les communiqués triomphants diffusés sur le Net (ici par la CIP) ne trompent que les militants et les néophytes. Les rapports quotidiens de la DCRI sur l'état du mouvement, à l'attention de la préfecture puis des ministères concernés, sont sans doute plus réalistes.

[16] Le 16 juin, les salariés du In déjà présents, principalement des techniciens, avaient fait une première journée de grève à l'appel de la CGT.

[17] Les surprises sont toujours possibles, comme la grève historique de l'ensemble du personnel de la billetterie du In. Souvent simples jobs d'été, notamment pour les étudiants, ces postes attirent aussi beaucoup de jeunes théâtraux en galère. Ceci explique sans doute cela.

[18] Exploités-Énervés, « Bribe d'analyse d'un collectif de travailleurs, chômeurs et précaires ».

[19] Prétendument « *plus démocratique* », mais qui permet surtout de ne pas assumer son choix et favorise l'expression des petits intérêts égoïstes... On vient d'apprendre sur Wikipedia que le vote à main levée est la procédure normale de vote à l'Assemblée nationale !

[20] Le soir, au restaurant, Olivier Py a dû consentir à payer l'addition.

[21] La salle du Chêne noir, connue pour ses positions réactionnaires (notamment en 2003), craignant d'être attaquée par les intermittents en lutte, a loué les services d'un vigile dès le début du festival en 2014.

[22] Voir sur le blog Les Écoutilles plusieurs articles sur le festival de juillet 1968 : <http://lesecoutilles.wordpress.com>

[23] L'accord du 22 mars ne pénalisant principalement que les intermittents aux plus hauts revenus, l'étendard de la précarité pouvait être utile pour mobiliser.

[24] Lors d'une AG, quelqu'un demanda ce que pouvaient faire les travailleurs avignonnais d'autres secteurs pour aider le mouvement. Un petit chef répondit qu'ils pouvaient venir tenir des permanences au local de la CIP ou leur faire à manger ! « *Et y veut pas qu'on lui taille une pipe aussi ?* » commenta en douce une camarade.

[25] Extrait d'*À mort l'artiste*, 2005.

Commentaires

Salut. J'ai mis quelques annotations à votre texte, très intéressant. À discuter.

Le secteur économique de la culture est en France, depuis des années, en forte progression, le nombre de spectacles et de festivals ne cesse d'augmenter. Il est très souvent lié à l'industrie touristique et, comme elle, est non délocalisable. La culture générerait en France 1,2 million d'emplois et les industries culturelles rapporteraient 74 milliards d'euros, plus que le luxe ou l'automobile. Cela contribue également à la qualité (relative) du cadre de vie des travailleurs français (loisirs, *intertainment*, etc.) et favorise donc leur niveau de productivité, car « *la fonction principale du divertissement dans ce monde consiste d'abord à rendre le désert et l'ennui plus supportables, plus acceptables, plus "cool" »*.

Comme vous le dites ailleurs, cet aspect ne concerne pas que le spectacle vivant, qui s'adresse plutôt aux classes moyennes et supérieures. Quant à l'économie générale de la culture, le sujet mériterait un examen du point de vue du capital dans son ensemble. Les retombées économiques de la culture ne signifient rien en elles-mêmes si elles coûtent au capital dans son ensemble. Comparez avec d'autres secteurs improductifs, comme le militaire : telle ville de province a plein d'arguments (taxes, emplois, etc.) pour protester contre la suppression d'un régiment qui est stationné dans ses murs. Il n'empêche : au

niveau général, il faut faire des économies. C'est alors une question de rapport de force entre capitalistes. Pareil pour le festival d'Avignon ? Pas très loin, je pense. La question de la nature productive ou improductive du capital et du travail investis dans les entreprises culturelles reste à éclaircir. Mais, dans l'hypothèse où le secteur culturel est principalement improductif, et notamment le spectacle vivant, la citation ci-dessus de Parisot est démagogique et/ou fausse.

La question du statut des intermittents du spectacle est de fait liée depuis les années 1980 à la prétendue question de la sauvegarde de la culture. L'argument d'une exception culturelle française à préserver a longtemps été brandi par les gouvernements de gauche pour que l'appétit du Medef se concentre sur le régime général.

Une comparaison internationale aurait été bienvenue. Personne ne s'en est occupé dans tout ce mouvement depuis dix ans ? Si c'est le cas, est-ce que ça cache quelque chose (que les autres pays font mieux sans l'intermittence) ?

La focalisation sur la culture masque les vrais enjeux (le travail, la précarité, l'exploitation), comme s'emploient à le faire gouvernants et journalistes. Le Medef également qui, dès février 2014, annonçait vouloir supprimer le régime des intermittents du spectacle. Question qui devient centrale et permet de s'en prendre en toute tranquillité à l'indemnisation des intérimaires.

L'ambiguïté de la position, de la défense et du discours des intermittents est une

constante. À une AG parisienne, la CGT insistait lourdement sur le fait que leurs revendications n'étaient pas culturelles, mais salariales. Il n'empêche, la culture colle aux intermittents. D'abord c'est évident parce qu'ils sont des cultureux ; il doit bien y en avoir qui y croient. Mais peut-être aussi parce qu'ils ne sont pas en général des salariés purs et simples. Leur position n'est-elle pas aussi un peu celle d'artisans, de (très) petits patrons, notamment pour les compagnies ayant investi pour le festival. Sans doute cette position objective est ce qui les empêche de bloquer Avignon, notamment, et ce qui les amène à cacher cette faiblesse derrière la cause plus générale de la culture.

« En tant que catégorie sociale reconnue notamment pour son "droit" à la subversion et à la transgression, l'artiste reste le meilleur agent de la neutralisation de la critique et de son recyclage esthétique. »

Pourquoi la publicité sur la réforme de l'indemnisation du chômage se concentre-t-elle sur les intermittents ? Vous dites en passant que c'est pour masquer l'attaque sur les intérimaires. On aurait voulu des détails. Mais aussi, n'est-ce pas parce que l'intermittence subventionne notamment une production culturelle (le théâtre) à destination de catégories sociales moyennes en train de perdre leur petit statut (profs, fonctionnaires...) ? De ce point de vue, la citation ci-dessus est-elle appropriée ? Qui, chez les possédants, a peur de la critique exprimée par les consommateurs culturels, et en particulier par les fréquentateurs des théâtres, au point de croire nécessaire de la neutraliser ?

Ce lien avec la culture, mais aussi un capital culturel (au sens bourdieusien) sans doute plus élevé que la moyenne, des goûts et un certain mode de vie rapprochent idéologiquement les artistes des classes moyennes (moyennes supérieures) et de ce qu'on nomme les bobos. Le temps où l'artiste courtisait le bourgeois tout en crachant sur son mode de vie est révolu. Cela explique sans doute, en partie, qu'il soit aussi sensible à l'idéologie de gauche alterno-citoyenne à la mode : hyper-démocratie, refus du conflit, symbolisme, confusionnisme.

Comme j'ai essayé de le dire plus haut, ce ne sont pas seulement des liens culturels qui rapprochent les intermittents des (petits-) bourgeois. C'est leur position objective d'entrepreneurs (de spectacle en l'occurrence). C'est une différence fondamentale avec le statut de simple salarié. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le mouvement des intermittents adopte en bonne partie des méthodes qui ont été largement utilisées par les « printemps » divers, les Occupy, etc., eux-mêmes fortement marqués par la crise des classes moyennes. Ce qui suit va d'ailleurs dans ce sens.

Un réel mouvement, c'est-à-dire ici un mouvement à la base, rassemblant une masse de travailleurs du spectacle et d'autres précaires locaux [...]

Les intermittents et les autres précaires ont-ils les mêmes revendications ? Portent-ils la même dynamique ? Cela mériterait discussion.

Bruno Astarian, novembre 2014

A propos de la grève...

- Combien faut-il de comédiens pour changer une ampoule ?
- 100. Un qui change l'ampoule et 99 qui disent « Mmmouais, c'est pas mal... Mais j'aurai pas fait comme ça... »

C'est pour cela qu'il faut éviter le corporatisme

- Et combien faut-il de comédiennes pour changer une ampoule ?
- 1 000. Une qui change l'ampoule et 999 qui disent « Aaah la garce !... Elle a trouvé du taf ! »

C'est pour cela que la réforme de l'UNEDIC est une escroquerie, surtout pour les femmes.

« Etre en lutte, être en mouvement » : à moins que les mots n'aient plus aucun sens, une lutte ne peut être symbolique (elle peut certes comporter des actions qui le sont, user de symboles). D'autant que les mesures que nous refusons n'ont rien de symboliques et vont avoir des conséquences très concrètes sur nos vies. Le MEDEF et le Gouvernement ne sont pas dans le symbolique mais dans le rapport de force. Si ils se permettent de telles attaques, c'est qu'ils comptent sur notre passivité, notre soumission et notre peur. Nos actions symboliques, nos happening, les confortent dans cette idée, ne les gênent pas et doivent les faire sourire quand on pense à ce qui est en jeu.

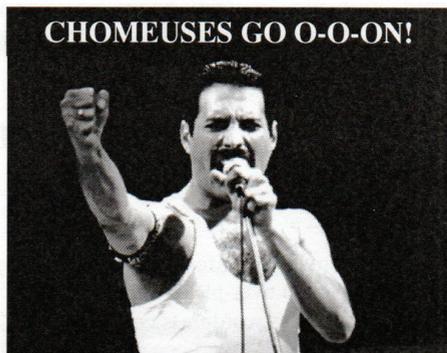
Ces actions montrent en revanche que « l'Art » peut exister (et existera) sans qu'on soit payés pour le faire... Car l'enjeu ce n'est pas la culture mais bien notre pain.

Alors, vive la grève ? Ben oui, vive la grève !

La grève : oui mais pas que. La grève emmerde le pouvoir et les patrons en bloquant très concrètement un secteur économique vital ! C'est aussi un moyen de libérer du temps et de l'énergie pour se rencontrer, discuter, réfléchir, débattre, mettre en place la logistique, etc. Et aussi et surtout le moment de mener des actions, beaucoup d'actions, symboliques ou pas : *die-in*, blocages, occupations, manifestations, auto-réductions, etc. etc. et d'autres à inventer pour faire pencher le rapport de force en notre faveur.

AG de lutte et décisionnelles.

GREVE OU CREVE !



Freddy aurait fait grève... Ah... Freddy !

A propos de la culture...

On entend encore, parfois, qu'au travers du statut des intermittents, c'est bien l'art et la culture qu'il s'agirait de sauver.

Finie la « culture française » ? Est-ce à dire que les pays qui n'ont pas de régime des intermittents (quasiment tout les pays du monde) n'ont pas de culture, pas d'artistes, pas de théâtres, pas de comédiens, pas de techniciens, etc. ? Est-ce à dire que les gens y sont moins cultivés ? Plus bêtes ? Mais pourtant, la ville du « *plus grand théâtre du monde* » vote massivement pour le FN... vous y voyez un lien ? Cet argument bidon de la culture est avancé par certains dans l'espoir de nous apporter le soutien des classes moyennes... Quelques spectateurs et des commerçants malins arborent le carré rouge, symboles, symboles...

Et la majorité des Avignonnais, constituée de pauvres, chômeurs, RSAstes, intérimaires, etc., qui sont particulièrement concernés par l'accord que nous rejetons ? Eux qui vivent bien loin, extra-muros, et qui ne vont pas au théâtre. On ne peut pas les convaincre de nous rejoindre avec une culture qui les méprise et qu'ils rejettent donc fort justement.

La « culture française » ? Comme si l'expression d'un regard ou d'une pensée esthétique, symbolique, etc. sur le monde (« l'Art ») avait forcément besoin d'argent. En Grèce, où tout est détruit avec systématisme, y compris le « secteur culturel », le Théâtre ne semble pas se porter si mal : il est partout, les troupes amateurs fleurissent, on joue sans cesse et sans subventions, à 40 sur scènes. Pourquoi la « culture française » se caractérise souvent par un monologue sur un plateau ? Parce que ça coûte moins cher.

Si nous participons au mouvement, ce n'est donc pas sous l'argument de « sauver la culture », mais de pouvoir continuer à survivre en faisant des trucs qui ne nous déplaisent pas trop, voire qui nous plaisent carrément. Nous avons besoin d'argent parce que nous ne mangeons pas par intermittence, c'est pour cela que nous voulons l'abrogation de l'accord de l'UNEDIC !

GREVE OU CREVE !

Des précaires du mouvement

Sites ou trouver des infos sur la lutte à Avignon :

<http://cipavignon.over-blog.com>

<http://lesecoutilles.wordpress.com>



J'ai vu [...] un vaudeville au théâtre espagnol, très bien représenté. La pièce doit dater de l'année 1913 et je dois dire que, pendant l'entracte, je suis allé voir, à côté du théâtre, dans un grand café, des miliciens qui revenaient du front et qui étaient en train de chanter des chansons de leur pays. Je dois vous dire que ces miliciens étaient beaucoup plus intéressants et que leur production avait plus de succès que la représentation du vaudeville au théâtre.

Erwin Piscator, 1936